

Le Travailleur du Lot-&-Garonne

allègements sociaux
évasion fiscale
C.I.C.E...

Budgets 2015

cadeaux pour les uns
privations pour les autres

Sécurité sociale

- 9,6 Mrds d'€

collectivités locales

(dotation) - 3,7 Mrds d'€

dépenses de l'État

- 7,7 Mrds d'€

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Solidarité - Laboratoires - Région -
Cinéma - Richesses - Réactions
manifestation agricole

à mon avis p 3

actu p 4 à 8
Mobilisation sur la Sécurité
sociale - Coordination rurale -
Budget 2015 - Palestine

Idées p 7
Droite/Gauche: le clivage

locale p 9
Agen - Sainte-Livrade - Le
Passage d' Agen - Landes de
Gascogne

culture p 10
Théâtre - Musique - Exposition

Coordination rurale
**Un syndicat
à la dérive**



Secours populaire
**Solidarité
sud-est**



Sécurité sociale
**Les moyens
existent**



Cinéma
**Les enfants
phares**

Nationalisons les labos

Il y a quelques jours, en regardant la télévision, je suis « tombé » sur une émission médicale qui m'a scandalisé. L'arrivée de nouvelles molécules pour traiter, voire éradiquer l'hépatite C apporte de l'espoir aux malades. Mais leur coût est exorbitant. La haute autorité de santé recommande d'utiliser le traitement sur les patients ayant atteint le stade sévère de la maladie. Ce qui, d'un point de vue

déontologique, est honteux. Il faudrait garantir à tous les malades les remèdes nécessaires: 230 000 patients seraient concernés en France, un quart de ces patients seraient à un stade avancé. Mais le coût financier de ces médicaments est de 19 000 euros la boîte, soit environ 50 000 euros pour l'intégralité du traitement. L'État doit jouer son rôle régulateur pour baisser les prix; car, c'est là qu'est le scandale, le coût réel de la fabrication de ce médicament est de 50 à 100 euros. Incroyable! Pour moi, c'est un crime: la santé est devenue un commerce. Or, comme l'éducation, elle devrait être gratuite. Il n'y a pas d'autre solution raisonnable que de nationaliser les laboratoires. ■

Roger **Déjean**



Manifestation agricole Réactions

Suite au mouvement d'une partie des agriculteurs le 6 octobre dernier, le conseil général de Lot-et-Garonne a tenu à réagir suite aux dégâts occasionnés en particulier sur le patrimoine départemental. Tout en rappelant son attachement à l'activité agricole, premier secteur d'activités économiques en Lot-et-Garonne, le président du conseil général, dénonce: « les dérapages constatés lors de cette manifestation et condamne les dégradations commises et les violences constatées ». Ainsi, le conseil général souhaite-il « imputer le coût des réparations sur le montant des subventions traditionnellement versées aux structures, organismes et syndicats agricoles ayant participé à la manifestation et n'ayant pas dénoncé par la suite les dérapages constatés... » Le montant des dégâts occasionnés sur le patrimoine départemental lors de la manifestation s'élève à plus de 100 000 euros. Pour

L'argent est disponible

Selon la Banque de France, le total des dépôts était, en Lot-et-Garonne, de 6,6 milliards d'euros au 31 juillet 2014, tandis que le total des crédits, à la même date, était de 5,8 milliards d'euros. Il y a 800 millions d'euros de différence. Les moyens financiers existent donc, dans notre département, pour la relance de l'activité industrielle créatrice d'emplois. Tous les départements, sauf la Gironde, ont un encours entre le montant des dépôts et celui des

crédits, positif. Il y a donc eu plus d'argent déposé que le montant des crédits. La Gironde « plombe » toute l'Aquitaine; le montant des crédits dépasse celui des dépôts de 5,1 milliards d'euros. Dans le cadre de la métropolisation, la Gironde, avec Bordeaux, absorbe la plus grande part des crédits au détriment du reste de la région. ■

Claude **Tressos**

Région

Réuni en commission permanente, le 6 octobre, le conseil régional d'Aquitaine a attribué près de 8 millions d'euros d'aides en direction du Lot-et-Garonne. Les dossiers concernent notamment l'économie (aides à Babcock, Razol, Vermande, Osmia...), la formation (mission locale d'Agen, hôpital d'Agen et de Nérac), la culture et le sport (rencontres de Chaland, SUA...). ■

payer la facture qu'elle estime à 92 000 euros, la municipalité agenaise a décidé de proposer à la Coordination rurale une convention de réparation à l'amiable, en clair un règlement des dégâts en nature, « car nous n'avons pas l'intention de porter plainte au pénal », explique Jean Dionis du Séjour. ■

Solidarité: inondations sud-est

Dans la nuit du 6 au 7 octobre, de nouvelles inondations causaient de graves dégâts dans la région de Montpellier. La semaine précédente, l'Hérault et le Gard avaient déjà été touchés par de violentes intempéries. Les bénévoles du Secours populaire sont en action pour aider les familles sinistrées. Dès le matin du 7 octobre, les bénévoles du Secours populaire de l'Hérault préparaient du matériel de nettoyage et un camion d'aide alimentaire d'urgence. La ville de Grabels, au nord-ouest de Montpellier fait partie des zones les plus inondées. C'est là que l'équipe se déploie pour recenser

les besoins et apporter les premières aides. Dans le reste du département, les antennes et les comités recensent les besoins après cette nouvelle catastrophe.

Les besoins à plus long terme

Le Secours populaire fait face à l'urgence et a besoin de moyens. Rapidement, les familles dont les maisons ont été nettoyées vont devoir se rééquiper, faire face à des dépenses urgentes, gérer des questions administratives ou d'assurances... Dans l'Hérault, par exemple, le Secours populaire de Ganges a déjà pu acheter 1 000 euros d'appareils électroménagers (lave-linge,

réfrigérateurs...) pour des personnes sinistrées en septembre. Avec votre soutien, les bénévoles du Languedoc-Roussillon pourront faire beaucoup plus. ■

Dons à adresser à:

Secours Populaire Français

19 rue Paulin Régnier 47 000 Agen

(en précisant « inondations sud-est »)



à mon
avis



Sans relâche !

Les années passent et se ressemblent. À l'heure où les budgets de la Nation et de la Sécurité sociale se discutent, si les chiffres changent, les logiques comptables demeurent. Des précédentes présidences de droite à celle de Hollande, aujourd'hui, la même phobie : il faut réduire l'intervention de l'État et le coût de la protection sociale, au détriment des citoyens, des patients, des assurés sociaux, des familles. Les conséquences sont sans appel : les politiques publiques et la protection sociale sont réduites, les services publics et les collectivités locales sont étranglés. Pendant ce temps, des dizaines de milliards sont versées sans contrepartie au patronat, la Sécu est, quant à elle, privée de 20 milliards de cotisations sociales, chaque année.

Nous le répétons souvent mais les moyens existent pour faire autrement, il ne serait donc pas utopique de penser autrement le budget de la Sécurité sociale et celui de la Nation. Il faudrait, cependant, avoir le courage politique d'aller chercher l'argent où il se trouve et non pas, comme le fait le Gouvernement actuel, de s'en prendre aux premières victimes de la crise et de l'échec de la politique du gouvernement : les chômeurs. Le 16 octobre marque une nouvelle étape, après la mobilisation des retraités le 30 septembre dernier. Mais la riposte doit se mettre à un niveau supérieur pour contrer cette stratégie de destruction de notre modèle social. Faire que l'action et les rassemblements soient, partout et plus que jamais, à l'ordre du jour, voilà notre obsession. ■

Nicolas Lucmarie

Les enfants phares

vendredi 7 novembre - 20h30
au Montreurs d'images

L'association « Tom enfant phare » propose, la projection du documentaire « *Les Enfants Phares* » suivi d'un débat en présence des cinéastes et des familles du film. Il aborde de manière frontale les questionnements liés au handicap en donnant une voix aux familles, sans tabou, sans concession : « Comment se transforme le quotidien d'une famille après l'annonce brutale ou progressive de la maladie ou du handicap d'un enfant ? Quelles stratégies se mettent en place pour faire face aux difficultés rencontrées ? Quelles sont les questions à se poser, les bouleversements à venir... ? »

Le film dresse des portraits de familles uniques en leur genre mais qui partagent un même désir : il est nécessaire de faire rentrer le handicap dans la société pour améliorer la situation des personnes handicapées, d'un point de vue administratif, médical, mais aussi pour changer le regard des autres afin que ces familles vivent leur différence de manière apaisée et, dans l'absolu, que différences, il n'y ait plus. ■



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef :

Nicolas Lucmarie - rédaction : **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 4^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

Coordination rurale la dérive

L'action coup-de-poing de quelques militants de la Coordination rurale, le 6 octobre dernier, n'en finit pas de faire parler d'elle. Ce choix de l'action spectaculaire est devenu la marque de fabrique de ce syndicat agricole. Surfant sur les maux réels des agriculteurs, Serge Bousquet-Cassagne, président de la chambre d'agriculture, promeut l'usage de méthodes violentes en s'en prenant à des biens publics pour démontrer l'absurdité de certaines politiques publiques. Une méthode qui s'avère, à première vue, efficace tant la couverture médiatique s'est avérée importante.

Le bilan des dégâts matériels est lourd: 100 000 euros estimés par le conseil général, 92 000 euros pour la ville d'Agen. Pourtant, que reste-t-il de cette mobilisation? Les réactions, même si elles sont surtout fonction des gênes occasionnées par l'action, sont globalement négatives. On peut même penser que la violence a clairement contribué à rendre contre-performante leur action et illisible leur message. Que retiendra le grand public sur les difficultés du monde paysan, sur le problème des revenus agricoles, sur les normes environnementales dont ils assument seuls les coûts...? Peu de chose en fin de compte, le message retenu sera assurément celui d'une corporation violente, imperméable aux

changements, sourde aux exigences environnementales... L'autre caractéristique de cette mobilisation demeure le caractère anti-fonctionnaire du mouvement: les services déconcentrés de l'État font sans cesse l'objet d'intimidations, de mises en cause... Ce phénomène mérite d'être pris au sérieux tant les propos tenus, les actions menées peuvent faire le lit aux idéologies les plus extrêmes. Les liens de la Coordination rurale avec la droite ne sont d'ailleurs un mystère pour personne.

Une impunité qui pose question

Il ne s'agit pas de demander un recours à la pénalisation des luttes mais force est de constater que le pouvoir est toujours plus tolérant avec les



violences paysannes, bien plus qu'avec celles des ouvriers ou des banlieues. Nous avons de nombreux exemples dans lesquels la répression policière et judiciaire contre les mouvements sociaux a été très forte. Les recours du conseil

général et celui de la mairie d'Agen afin d'obtenir la réparation des préjudices sont, en ce sens, bienvenus car c'est le bien public qui a été visé et des agents de l'État, comme des collectivités, qui ont été la cible de ce mouvement. ■

Palestine Mobilisation et convergence

Le comité Palestine de Lot-et-Garonne souhaite alerter sur la situation que vivent les Palestiniens: 2140 morts, des dizaines de milliers de blessés, de handicapés, des centaines de milliers de déplacés et sans-abri, des infrastructures essentielles encore détruites ou endommagées. C'est le bilan d'une nouvelle punition collective imposée aux civils palestiniens par le gouvernement israélien pendant six semaines, cet été.

Éducation nationale La médecine scolaire va-t-elle disparaître?

En France, 12 millions d'enfants et d'adolescents sont scolarisés. Qui peut mieux que la médecine scolaire, détecter les problèmes de santé spécifiques aux enfants et adolescents (troubles de la vue, de l'audition, asthme, dyslexie, scoliose, dentition, mise à jour des vaccinations...).

Les médecins et les infirmiers scolaires ont aussi un œil averti concernant les cas de maltraitance, les états

suicidaires chez les adolescents. Ils accompagnent également ceux qui sont malades, dans leur vie scolaire et

l'on pouvait aussi compter sur les assistants sociaux scolaires, mais il y en a de moins en moins; il n'y en a

plus en cours élémentaire, alors qu'ils pouvaient épauler les familles.

Les missions des médecins scolaires sont en augmentation avec, entre autres, l'intégration des enfants handicapés dans les classes ordinaires, en concertation avec les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Ils établissent, avec les enseignants, les projets personnalisés de scolarisation. Ils proposent, s'il y a lieu, le recours aux auxiliaires de vie scolaire et des aménage-

Quelques chiffres sur la richesse

■ **De 2004 à 2010**, les revenus des 10 % les plus pauvres (environ 1 200 euros) ont augmenté de 9 % soit 114 euros, engloutis par une inflation de 9,7 %; celui des 10 % les plus riches (850 000 euros en 2004) a augmenté de 47,6 % soit de 400 000 euros; il s'élevait en 2010 à 1 250 000 euros.

■ **Entre 2008 et 2011**, les 10 % les plus pauvres ont perdu 151 millions d'euros, la masse globale de leurs revenus passant de 49,7 à 49,6 milliards d'euros au cours de ces trois années. Les 10 % les plus riches ont gagné en quatre ans 18,4 milliards d'euros supplémentaires, captant 50 % de l'ensemble de l'augmentation des revenus (36,5 milliards).

■ **De 2001 à 2011**, la sphère publique s'est appauvrie de 717 milliards d'euros; celle privée s'est enrichie de 720 milliards parce que l'on a négligé de lever l'impôt, alors que l'on affirme dans les médias tous les jours le contraire. ■

Budget de l'État 2014 Coupes sombres

Le Gouvernement vient de présenter son budget; un chiffre résume son esprit: 21 milliards d'économies.

Ainsi, l'année prochaine, la baisse des dépenses de l'État sera massive avec d'importantes conséquences pour les populations. Les mesures vont impacter trois domaines.

● **Plus de 7,7 milliards d'euros d'économies**

sur les dépenses de l'État et de ses opérateurs: gel maintenu du point d'indice des fonctionnaires, suppression de postes (moins 7 500 à la Défense, moins 2 500 au ministère des Finances, moins 500 à l'écologie...), baisses de

crédits (400 millions de baisses de crédits au ministère de l'Agriculture, 175 millions d'euros au ministère de l'Écologie, 149 millions d'euros à la recherche)... La justice, la police et l'Éducation nationale, ministères « sanctuarisés », gagnent des postes (plus 1 000 pour la police, 10 000 postes pour l'Éducation nationale).

● **Plus de 3,7 milliards d'euros de baisses** des dotations aux collectivités locales:

de nombreux élus (suite page 6)



Ces derniers mois, 7 500 colons supplémentaires se sont installés en Cisjordanie; au total, près de 600 000 dont le tiers à Jérusalem-Est, annexé. La colonisation impose un système politique et social de discrimination et de ségrégation, matérialisé par un mur qui place, côté israélien, les principales colonies illégalement annexées. L'organisation s'associe à la journée nationale d'action le 18 octobre prochain en orga-

nisant une soirée culturelle. Parmi les revendications se trouvent:

la reconnaissance française de l'État palestinien, l'application du droit international et la fin de l'impunité d'Israël. ■

Renseignements auprès de

Carol Dubois

(06 21 24 55 13)

Simon Charbonnier

(06 85 91 07 51)

Odile Chautard

(06 11 23 64 25).



ments adaptés dans les classes... Ils soutiennent aussi le personnel enseignant qui n'a pas été formé pour gérer cet accueil spécifique. À ce sujet, il faut rappeler qu'il y a de moins en moins d'enseignants spécialisés et de psychologues scolaires. Une autre de leur mission est « l'éducation à la santé » qu'ils ne peuvent assumer.

Pénurie de personnel

La pénurie grave de personnel de médecine scolaire ira en s'accroissant si la

courbe n'est pas inversée: 32 % d'infirmières scolaires et 42 % de médecins scolaires vont partir à la retraite d'ici à 2017. Les missions classiques de la médecine scolaire, inscrites dans les textes, ne sont plus assurées...

Suivant les académies, le bilan le plus important, celui des « six ans », est effectué de 25 % à 90 %, à cause des inégalités territoriales qui vont s'élever (il y a un médecin scolaire pour 15 000 élèves en Mayenne). Dans certaines académies,

seule l'urgence est traitée! La médecine scolaire, née après la dernière guerre, est une institution unique en son genre. Elle correspond à 0,7 % des 60,5 millions consacrés au budget de l'Éducation nationale. Certains enfants ne voient jamais de médecin, de chirurgien, de dentiste... Il y a plus de deux millions d'enfants pauvres en France. L'aspect pécuniaire est primordial: un médecin scolaire gagne trois fois moins qu'un généraliste libéral débutant!

Il va falloir sans tarder que les enseignants et leurs syndicats, les parents d'élèves et leurs associations et, évidemment, les personnels de la médecine scolaire avec leurs représentants, formulent leurs revendications auprès des services de l'Éducation nationale.

Les pays scandinaves mettent en place ce service en suivant l'exemple de notre pays, car ils ont compris que lui aussi travaille pour l'avenir des enfants dans le cas de la prévention. ■

(suite de la page 5)

de la majorité sont inquiets des répercussions de ces coupes sur l'activité. Pour 2015, cette baisse peut être estimée entre

4 et 5 milliards d'euros (sur un total d'investissements réalisé par les collectivités en 2013, de 50 milliards d'euros). Dans le département, même les patrons s'inquiètent de cette somme; c'est le cas de M. Tovo, de la fédération du bâtiment.

● **Moins 9,6 milliards d'euros de dépenses sociales**, dont 3,3 pour la seule Assurance-maladie. Hôpitaux, médicaments, pénalités financières pour les établissements ne respectant pas les accords passés avec les agences régionales de santé; ou encore, 700 millions d'économies sur les prestations familiales. ■

Sécurité sociale

La riposte s'organise

Jeudi 16 octobre dernier se déroulait une journée de mobilisation importante pour la défense de la Sécurité sociale. Trois rassemblements se sont tenus dans le département: Agen, Marmande, Villeneuve.

Ce mouvement marque une première contre-attaque, alors que débute à l'Assemblée nationale, l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Manque de cotisations, dépenses excès-

sives, vieillissement de la population: tout est fait pour persuader que le système de la protection sociale ne serait plus viable. Le projet présenté par le Gouvernement prévoit deux milliards d'euros d'éco-

nomies sur le budget 2015. Si le budget de la Sécurité sociale représente plus de 20 % du PIB, soit 340 milliards d'euros, et son déficit annuel 11 milliards, rappelons que les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 se sont montés à 43 milliards d'euros, donc pas de problème pour en finir avec les exonérations patronales.

« Alors que l'emploi et les salaires constituent l'enjeu fondamental sur lequel repose tout notre système solidaire en matière de service public et de protection sociale, les mesures annoncées vont accroître les inégalités en matière d'accès à la santé, de prise en charge du handicap, de la vieillesse, de soutien aux familles, de l'assurance chômage. Il s'agit, ni plus ni moins, que d'une déstructuration de notre pacte social républicain », a notamment dénoncé la CGT. ■



Le clivage gauche/droite a-t-il encore un sens?

4/4

par Florian Gulli

Les analyses du philosophe Jacques Bidet permettent de rétablir la pertinence du clivage politique et donc celle de la « **Gauche** » au sens fort. Selon lui en effet, la tripartition sociale est constitutive de la modernité politique. Elle ne prend pas fin à la Libération; les éléments changent mais la structure persiste. Il y a aujourd'hui encore, face aux classes fondamentales, une classe dominante à deux pôles (c'est là ce qui sépare Jacques Bidet et Jean-Claude Michéa). À côté de ceux qui fondent leur pouvoir sur la propriété (la finance), il y a ceux qui fondent leur pouvoir sur le savoir et les compétences (l'élite, les experts). Ce que d'ailleurs Christopher Lasch entrevoyait dans *Le Seul et vrai paradis* en identifiant une droite liée aux actionnaires et une nouvelle gauche « *regroupant les professions managériales et intellectuelles* » (la « *nouvelle classe* »). Cette composante de la classe dominante (les « cadres », la « technocratie ») commence à se développer à la fin du XIX^e siècle, mais n'apparaît vraiment comme groupe identifiable qu'à partir des années 1960 en France. Son affinité éventuelle avec les classes fondamentales vient de ce qu'elle se tient, elle aussi, à distance du pouvoir social réel, celui des actionnaires.

Dans ce contexte, « **le paradoxe du concept de gauche** » persiste. Les conditions sont encore réunies pour qu'il y ait une Gauche (populaire) comme alliance de classe, et non pas seulement une

gauche (élitaire) libérale. Ce qui explique l'invisibilité de la Gauche (populaire) aujourd'hui, c'est la désorganisation relative des classes fondamentales, qui ne sont plus en mesure d'exercer une influence sur la fraction subalterne de la classe dominante. Mais pourquoi une alliance de classe, pourrait-on objecter? Pourquoi ne pas tenter la voie de l'autonomie des classes populaires? Le principe de légitimité moderne, le principe majoritaire, impose les alliances de classes. Dans un jeu à trois protagonistes, on ne gagne pas tout seul. Refuser l'alliance, c'est créer du même coup les conditions d'une alliance entre la finance et l'élite, alliance au sommet qui n'a jamais fait les affaires des classes populaires. Tout cela est bien connu: **la victoire est à celui qui sait diviser son adversaire** (la bourgeoisie, elle, connaît la chanson!).

Le mot « gauche » a donc toujours un sens. Il désigne, d'un point de vue de classe, l'alliance entre les classes fondamentales et la fraction subalterne de la classe dominante, celle qui est la plus éloignée du pouvoir social réel (la bourgeoisie au XIX^e siècle, l'élite technocratique aujourd'hui). Il n'en reste pas moins que le terme ne séduit plus. La remobilisation des classes populaires, préalable à toute politique communiste, devra donc sans doute se faire sur d'autres bases sémantiques. ■

Marmande

Stop TAFTA

À l'initiative du collectif « *Stop TAFTA* », un rassemblement était organisé, le 11 octobre, place Clémenceau, à Marmande. Une délégation a été reçue par le représentant de la députée, Régine Povéda. Selon les participants, si ce traité était mis en pratique, il consacrerait la domination des multinationales sur nos sociétés, au détriment des citoyens et de la démocratie. Sous couvert d'une hypothétique relance de la croissance, ces accords s'attaquent aux normes sociales, financières, sanitaires, culturelles et environnementales. Si elles s'estimaient lésées, les multinationales pourraient poursuivre les États devant des tribunaux d'arbitrage privés, hors de tout contrôle démocratique. Les militants dénoncent également cet accord qui « *menace de mettre en péril ce qui rend nos sociétés encore vivables* ». ■

Michel Ceruti



Landes de Gascogne

La MSP est ouverte

La maison de santé pluridisciplinaire a été créée à l'initiative de la CCCLG (communauté des communes des coteaux et Landes de Gascogne) des trois cantons ruraux et semi-ruraux. L'association MSP, présidée par le docteur Durrieu, a loué un bel espace à la CCCLG et s'est installée au sein du nouvel hôpital qui comprend l'EHPAD (la maison de retraite). Elle a créé une société interprofessionnelle de soins ambulatoires (SISA) qui va permettre aux professionnels de percevoir des subventions de l'Assurance maladie, de l'État et des collectivités territoriales. La même association va installer cinq

médecins, dix infirmières libérales, une sage-femme, un orthophoniste, un kinésithérapeute et un psychologue. Le docteur Durrieu a indiqué que la nouveauté dans cette MSP était le travail en équipe, en réorientant la médecine vers le préventif. Il a précisé que leur but est d'attirer les jeunes médecins qui ne veulent pas exercer seuls; la MSP de Casteljaloux se mobilise avec son pôle de santé pour accueillir les internes en stage. Le rôle que joue et va jouer cette MSP et l'association qui l'anime, est une bonne nouvelle la population qui a vu le nombre de médecins diminuer dangereusement ces dernières années. ■

Jean-Claude François

Agenais

Un président quelque peu cavalier

Lors de l'annonce par Jean Dionis, président de l'agglomération de l'Agenais, de sa volonté de décaler la réalisation de la mise en deux fois deux voies de la RN 21 entre Villeneuve-^s/Lot et Agen pour privilégier le pont de Camélat, Jean-Jacques Mirande l'a interpellé pour lui faire remarquer que son comportement était « *quelque peu cavalier* » vis-à-vis des Villeneuvois. Il s'agit d'une décision sans concertation, à la Dionis, toujours dans le rapport de force en s'appuyant sur la puissance de l'agglomération de « *l'Agenais* ». Sa proposition pourrait entraîner le retrait de l'État pour le financement de la RN21 avec toutes les conséquences économiques pour le Lot-et-Garonne. ■

Sainte-Livrade

Cèdres de la discorde

Le 10 octobre, deux cèdres centenaires ont été abattus au lycée Étienne-Ristat, pour permettre le début de travaux de reconstruction. Après un bras de fer entre des militants écologistes et, au-delà, des militants attachés au respect du patrimoine vivant, l'entreprise Dus a effectué l'abattage au terme d'une journée rocambolesque. En effet, des militants de la Coordination rurale se sont invités sur le terrain pour hâter la coupe des arbres. Ils s'en sont pris avec violence aux militants écologistes présents sur place avec des élus régionaux. Le groupe EELV d'Aquitaine dénonce le manque de considération du patrimoine vivant, la non-information des élus, le manque de transparence et de démocratie entourant ce projet, ainsi que les agissements de la Coordination rurale qui s'est comportée comme une milice anti-environnementale, anti-citoyenne et anti-démocratique. ■

Le Passage d'Agen

Conseil municipal

Lors des conseils municipaux, les élus ont décidé d'inclure une clause « *insertion* » dans les marchés publics et ont voté, à l'unanimité, la motion dénonçant les baisses de dotation de l'État. Le conseil municipal a interpellé le préfet sur la difficulté à produire des logements sociaux suite au classement en zone inondable d'une part importante du foncier passageois. Les élus de la majorité s'emploient à rééquilibrer, avec la mission locale, les embauches de Passageois sur la commune, sachant que précédemment le maire d'Agen avait tendance à privilégier les habitants d'Agen. La nouvelle école du bourg René Bétuing sera opérationnelle à la rentrée de Toussaint.

La nouvelle crèche est ouverte depuis septembre dans un ensemble fonctionnel, à la grande satisfaction des enfants, du personnel et des parents. ■

Jean-Jacques Mirande

Le Théâtre Ecole d'Aquitaine
présente



ROMÉO & JULIETTE

De William Shakespeare
Mise en scène Pieryk Vanneville



Avec :
Robert Angebaud
Mehdi Atlas Laporte
Camille Schmitt
Christophe Couet
David Darnat Chabert
Mati Duchange
Olivier Duham
Ghislain Daval
Agnès François
Samuel Guerek
Léa L. aron
Bastien Bédouret
Pierre-Hugo Moulin
Valentine Rognaud
Timour Van der Bijl

Du 17 octobre au 1^{er} novembre 2014
jeudi - vendredi - samedi 20h30 - dimanche 16h00
Théâtre du Jour - 21 rue Paulin Régnier - 47000 Agen
Locations et réservations : 05 53 47 82 08

www.theatredujour.fr




CAFE DES VOYAGEURS

CONCERTS OCTOBRE/NOVEMBRE 2014

- Dim 5 Octobre à 19h :
THE CURSE (Punk-Rock'n Roll/Suède)
- Ven 17 Octobre à 21h :
CHAMI COOL (Fusion Latina/Barcelone)
- Dim 26 Octobre à 19h:
DÄTCHA MANDALA (Heavy Blues Psychédélique/Bdx)
- Sam 01 Novembre :
SNAWT + Halloween party (Funk & Soul/Aquitaine)
- Dim 16 Novembre à 19h:
LE MUTANT (Surf Garage Discount/ L.A.-Baïona)
- Dim 23 Novembre à 19h:
ANA BATTEZZATI & Trio AZUL (Tango/Buenos Aires)

Contacts divers zé variés sur internet.....

«Grand'rue» 47270 La Sauvetat de Savères
0553953475 / cafedesvoyageurs@gmail.com

IPNS / ne pas se fier sur la voie publique



présente

du 3 au 26
octobre 2014

Jean France
sculpture



Boris France
dessin, gravure



22 rue R. Coeur de Lion AGEN
ouvert tous les jours de 14h30 à 18h30 sauf les dimanche 12 et 19



15^{ème} festival



GeorJacléo

OCTOBRE à VIANNE (47)

Ve 17 20h30 Barbara DESCHAMPS en concert
Natasha BEZRICHE chante Léo FERRE

Sa 18 20h30 Dominique BABILOTTE chante S.Réggiani
Jonatan SAÏSSI "L'échappée BREL"

Di 19 15h30 Andrea BELLi et Franco PIETROPAOLI
chantent G.BRASSENS

Anne SYLVESTRE

EXPOSITIONS, SCENE OUVERTE, APEROS-CONCERTS, CD, LUTHERIE...

Réservations - Renseignements
06.86.89.29.99 - 06.78.55.49.92

LOT-ET-GARONNE
Conseil général

BUZET

Email : contact@georjacleo.com
Site : georjacleo.com